

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2021/33651]

14 OKTOBER 2021. — Decreet houdende bekrachtiging van verschillende besluiten van de regering van de Franse Gemeenschap van bijzondere machten inzake sport

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

Artikel 1. Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van bijzondere machten nr. 49 van 11 februari 2021 betreffende de steun aan de sportfederaties en-verenigingen erkend, in het kader van de COVID-19-gezondheids crisis, wordt bekrachtigd overeenkomstig artikel 3 van het decreet van 14 november 2020 tot toekenning van bijzondere machten aan de regering om te reageren op de tweede golf van de "COVID-19"-gezondheids crisis.

Art. 2. Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van bijzondere machten nr. 50 van 11 februari 2021 betreffende de schietsport en de in de Franse Gemeenschap georganiseerde sportbeweging, in het kader van de COVID-19-gezondheids crisis, wordt bekrachtigd overeenkomstig artikel 3 van het decreet van 14 november 2020 tot toekenning van bijzondere machten aan de regering om te reageren op de tweede golf van de "COVID-19"-gezondheids crisis.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 14 oktober 2021.

De Minister-President,
P.-Y. JEHOLET

De Vice-President en Minister van Begroting, Ambtenarenzaken, Gelijke kansen en het toezicht
op Wallonie-Bruxelles Enseignement,
Fr. DAERDEN

De Vice-Présidente en Minister van Kind, Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten,
B. LINARD

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie, Universitaire ziekenhuizen, Hulpverlening aan
de jeugd, Justitiehuizen, Jeugd, Sport en de Promotie van Brussel,
V. GLATIGNY

De Minister van Onderwijs,
C. DESIR

—
Nota

Zitting 2021-2022

Stukken van het Parlement.- Ontwerp van decreet, nr. 284-1. – Commissieverslag, nr. 284-2. - Tekst aangenomen tijdens de plenaire vergadering, nr.284-3

Integraal verslag. - Bespreking en aanneming. - Vergadering van 13 oktober 2021

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2021/33676]

14 OCTOBRE 2021. — Décret modifiant le décret du 18 janvier 2018 portant le code de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse et le décret du 14 mars 2019 relatif à la prise en charge en centre communautaire des jeunes ayant fait l'objet d'un dessaisissement

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit:

CHAPITRE 1^{er}. — *Dispositions modifiant le décret du 18 janvier 2018 portant le code de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse*

Article 1^{er}. Dans l'article 2 du décret du 18 janvier 2018 portant le code de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse sont insérés les 24°/1 et 28°/1 rédigés comme suit:

« 24°/1 ordre: l'état de respect des règles de conduite nécessaires à l'instauration ou au maintien de la vie en communauté au sein de l'institution publique;

28°/1 sécurité: la sécurité intérieure, comprise comme l'état de préservation de l'intégrité physique des personnes à l'intérieur de l'institution publique et d'absence de risque de dégradation, de destruction ou de soustraction illicites de biens meubles ou immeubles et la sécurité extérieure comprise comme l'état de protection de la société grâce au maintien du jeune dans l'institution publique et à la prévention des infractions qui pourraient être commises à partir de l'institution publique.».

Art. 2. Dans le livre V, titre II, chapitre 3 du même décret, il est inséré une section 2/1 intitulée «La communication des décisions».

Art. 3. Dans la section 2/1, insérée par l'article 2, il est inséré un article 64/1 rédigé comme suit:

«Art. 64/1. Les décisions prises à l'égard du jeune dans le cadre du présent décret qui sont relatives aux sanctions et aux mesures d'ordre ou de sécurité dont il fait l'objet lui sont communiquées sans délai, oralement et par écrit, dans un langage accessible.

Si le jeune ne maîtrise pas le français, il est fait appel à tout moyen raisonnable afin de lui permettre de comprendre la décision et sa motivation.

Les décisions visées à l'alinéa 1^{er} sont également communiquées sans délai aux personnes exerçant l'autorité parentale à l'égard du jeune et à son avocat.

Les informations relatives à toute maladie, blessure ou décès du jeune sont communiquées sans délai, avec le consentement du jeune, aux personnes exerçant l'autorité parentale à son égard et à son avocat.»

Art. 4. Dans le livre V, titre 2, chapitre 3, section 4, du même décret, il est inséré un article 67/1 rédigé comme suit:

«Art. 67/1. En cas de risque pour le maintien de l'ordre ou de la sécurité, le directeur de l'institution publique peut interdire l'entrée d'un visiteur, uniquement pour la prochaine visite prévue, ou imposer la présence continue d'un membre du personnel dans la pièce dans laquelle la visite a lieu. Le directeur prend une décision motivée qu'il communique conformément aux modalités prévues à l'article 64/1.»

Art. 5. Dans le livre V, titre 2, chapitre 3, du même décret, il est inséré une section 5/1, intitulée «Les mesures de coercition directe».

Art. 6. Dans la section 5/1, insérée par l'article 5, il est inséré un article 68/1 rédigé comme suit:

«Art. 68/1. Par coercition directe, on entend l'usage de la contrainte physique sur une personne sans utilisation d'accessoires matériels ou mécaniques ou d'instruments de contrainte limitant la liberté de mouvement.

Une coercition directe ne peut être exercée à l'égard du jeune que lorsqu'elle est absolument nécessaire, en dernier recours, en cas de légitime défense, de tentative d'évasion ou de résistance physique à un ordre licite, en cas de risque immédiat d'automutilation, de préjudice à autrui ou de dégâts matériels majeurs.

L'intensité de la force doit correspondre au minimum nécessaire et la contrainte doit être utilisée pendant une période aussi courte que nécessaire.

Dans l'attente de l'intervention des services de police, une coercition directe peut être exercée aux mêmes conditions à l'égard d'autres personnes que les jeunes, lorsque celles-ci tentent de faire évader un jeune, de pénétrer illégalement dans l'institution publique ou de s'y attarder sans y être autorisées.»

Art. 7. Dans la section 5/1, insérée par l'article 5, il est inséré un article 68/2 rédigé comme suit:

«Art. 68/2. Avant de recourir à la coercition directe, il convient d'en brandir la menace, sauf lorsque les circonstances ne le permettent pas ou lorsque toute menace préalable rendrait le recours à la coercition directe inopérant.»

Art. 8. Dans la section 5/1, insérée par l'article 5, il est inséré un article 68/3 rédigé comme suit:

«Art. 68/3. Afin d'assurer le contrôle de l'usage de cette mesure et du respect des droits des jeunes, les mesures de coercition directe sont inscrites dans un registre spécialement prévu à cet effet qui précise pour chaque mesure: l'identité du jeune, la nature de la mesure, les circonstances ayant amené à prendre la mesure et les motifs qui la justifient, le recours préalable à la menace et les éventuelles circonstances qui l'en ont empêché, le nom des membres du personnel qui ont participé à la mise en œuvre de la mesure, la date et l'heure du début et de la fin de la mesure.

Ce registre peut être consulté à tout moment par:

- 1° le ministre;
- 2° l'administration compétente
- 3° le délégué général aux droits de l'enfant;
- 4° les membres de la commission de surveillance visée à l'article 73;
- 5° le jeune, pour les mentions qui le concernent;
- 6 l'avocat du jeune, pour les mentions qui concernent le jeune.

Le Ministère de la Communauté française est responsable du traitement du registre.

Les données à caractère personnel qui figurent dans ce registre sont conservées jusqu'au 31 janvier de l'année qui suit celle de la sortie définitive du jeune.

Chaque année, le 31 janvier au plus tard, le directeur de l'institution publique transmet à l'administration compétente un rapport relatif aux mesures de coercition directe prises au cours de l'année précédente. Le rapport précise notamment le nombre de mesures, leur nature, leur durée, leurs motifs et le nombre de jeunes concernés. Le rapport ne contient pas de données permettant l'identification des jeunes concernés.»

Art. 9. A l'article 69 du même décret, les modifications suivantes sont apportées:

1° au paragraphe 1^{er}, alinéa 3, les mots «d'une heure» sont remplacés par les mots «de trois heures et pour autant que la mesure de moins de trois heures se justifie uniquement par des raisons pédagogiques et ne constitue pas une sanction déguisée.»;

2° il est inséré un paragraphe 2/1 rédigé comme suit:

« § 2/1. Par dérogation au paragraphe 1^{er} qui prévoit que la mesure d'isolement est prise par le directeur, une mesure d'isolement peut être prise, en dernier recours, par le membre du personnel qui constate une atteinte imminente ou effective à l'ordre ou la sécurité et qui estime qu'une réaction immédiate doit être apportée afin de maintenir l'ordre ou la sécurité.

La mesure d'isolement est confirmée par le directeur au plus tard dans les trois heures qui suivent le début de la mesure.»;

3° au paragraphe 4, l'alinéa 3 est remplacé par ce qui suit:

«Lorsque le jeune fait l'objet d'une mesure d'isolement parce qu'il a compromis sa sécurité physique, il reçoit la visite d'un médecin ou, lorsqu'il est absent, d'un infirmier qualifié intervenant sous la responsabilité d'un médecin dans les meilleurs délais et au plus tard dans les vingt-quatre heures qui suivent le début de la mesure. Après avoir reçu la visite d'un infirmier qualifié, le jeune reçoit la visite d'un médecin dans les meilleurs délais.»;

4° l'alinéa 1^{er} du paragraphe 5 est complété par la phrase suivante:

« Un membre de l'équipe éducative rend visite au jeune au moins toutes les deux heures entre 8 heures et 22 heures et procède avec lui à des entretiens individuels et à des activités éducatives, en ce compris, le cas échéant, des activités individuelles encadrées à l'intérieur de l'institution publique.»;

5° il est inséré un paragraphe 6 rédigé comme suit:

« § 6. Pendant la mesure d'isolement dans un local spécifique, le jeune ne peut être en possession d'objets susceptibles de mettre en péril sa propre sécurité et celle d'autrui.

Il reçoit une tenue vestimentaire décente et non stigmatisante.».

Art. 10. A l'article 76, § 1^{er}, du même décret, les mots «et, moyennant autorisation préalable du jeune, à la chambre du jeune» sont insérés entre les mots «aux institutions publiques» «et ont le droit».

Art. 11. A l'article 101 du même décret, les modifications suivantes sont apportées:

1° au paragraphe 1^{er}, au point 3°, les mots «en vertu de l'article 120, alinéa 1^{er}, 1°, 3° et 4°» sont remplacés par «en vertu de l'article 120, alinéa 1^{er}, 1°, 2°, 3° et 4°»;

2° au paragraphe 1^{er}, il est inséré un point 5/1° rédigé comme suit:

«5/1° soumettre le jeune à une mission d'investigation et d'évaluation ambulatoire de la situation et du profil du jeune en vue d'informer le tribunal de la jeunesse sur les possibilités de maintenir le jeune dans son milieu de vie»;

3° le paragraphe 4 est remplacé par ce qui suit:

«§ 4. Si le jeune poursuivi d'un fait qualifié infraction est âgé de moins de douze ans au moment de la commission des faits, le tribunal de la jeunesse renvoie l'affaire au ministère public, lequel peut signaler la situation individuelle au conseiller ou au directeur si celui-ci est déjà saisi sur la base de l'article 53, § 1^{er}».

Art. 12. L'article 184, 26°, du même décret est retiré.

Art. 13. Dans le même décret, il est inséré un article 184/1 rédigé comme suit:

«Art. 184/1. Dans l'article 60 de la loi du 8 avril 1965, les modifications suivantes sont apportées:

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots 'ou à la demande des instances compétentes visées à l'article 37, § 2, alinéa 1^{er}, 7° à 11°, et 'ou personnes qui ont la garde de la personne concernée qu'à l'égard de la personne concernée lui-même' sont supprimés;

2° à l'alinéa 2, les mots 'tuteurs ou personnes qui ont la garde de la personne concernée, ainsi que de la personne concernée qui fait l'objet de la mesure' sont supprimés;

3° l'alinéa 3 est abrogé à l'exception de la phrase 'Le greffe adresse sans délai une copie de la requête au ministère public';

4° à l'alinéa 4, la première phrase commençant par les mots 'Toute mesure visée' et finissant par les mots 'devenue définitive' est abrogée;

5° à l'alinéa 5, la première phrase commençant par les mots 'La mesure visée' et finissant par les mots 'devenue définitive' est abrogée;

6° l'alinéa 6 est abrogé.».

CHAPITRE 2. — *Dispositions modifiant le décret du 14 mars 2019 relatif à la prise en charge en centre communautaire des jeunes ayant fait l'objet d'un dessaisissement*

Art. 14. Dans l'article 1^{er}, 10°, du décret du 14 mars 2019 relatif à la prise en charge en centre communautaire des jeunes ayant fait l'objet d'un dessaisissement, les mots «d'un climat social humain» sont remplacés par les mots «de la vie en communauté».

Art. 15. Dans l'article 14 du même décret, les modifications suivantes sont apportées:

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots «qui sont relatives à son transfert, sa libération, aux sanctions disciplinaires et aux mesures de sécurité dont il fait l'objet, lui sont communiquées sans délai» sont insérés entre les mots «décret» et «oralement»;

2° l'article 14 est complété par un alinéa rédigé comme suit:

«Les informations relatives à toute maladie ou blessure dont souffre le jeune sont communiquées sans délai, avec le consentement du jeune, aux personnes exerçant l'autorité parentale à son égard et à son avocat.».

Art. 16. A l'article 38 du même décret, le mot «hebdomadaire» est supprimé.

Art. 17. A l'article 88 du même décret, les modifications suivantes sont apportées:

1° à l'alinéa 3 du décret, les mots «d'une heure» sont remplacés par les mots «de trois heures et pour autant que la mesure de moins de trois heures se justifie par des raisons pédagogiques et ne constitue pas une mesure disciplinaire déguisée.»;

2° l'alinéa 4 est abrogé.

Art. 18. L'article 92 du même décret est remplacé par ce qui suit:

«Art. 92. Lorsque le jeune fait l'objet d'une mesure d'isolement parce qu'il a compromis sa sécurité physique, il reçoit la visite d'un médecin ou, lorsqu'il est absent, d'un infirmier qualifié intervenant sous la responsabilité d'un médecin dans les meilleurs délais et au plus tard dans les vingt-quatre heures qui suivent le début de la mesure. Après avoir reçu la visite d'un infirmier qualifié, le jeune reçoit la visite d'un médecin dans les meilleurs délais.».

Art. 19. Dans le même décret, il est inséré un article 95/1 rédigé comme suit:

«Art. 95/1. Pendant la mesure d'isolement, un membre de l'équipe éducative rend visite au jeune au moins toutes les deux heures entre 8 heures et 22 heures et procède avec lui à des entretiens individuels et à des activités éducatives, en ce compris, le cas échéant, des activités individuelles encadrées à l'intérieur du centre.».

Art. 20. A l'article 97 du même décret, les modifications suivantes sont apportées:

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots «avec ou» sont supprimés;

2° à l'alinéa 2, les mots «lorsqu'elle est absolument nécessaire pour le maintien de l'ordre ou de la sécurité et seulement pour la durée strictement nécessaire à cet effet» sont remplacés par les mots «lorsqu'elle est absolument nécessaire, en dernier recours, en cas de légitime défense, de tentative d'évasion ou de résistance physique à un ordre licite, en cas de risque immédiat d'automutilation, de préjudice à autrui ou de dégâts matériels majeurs.»;

3° un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 2 et 3:

«L'intensité de la force doit correspondre au minimum nécessaire et la contrainte doit être utilisée pendant une période aussi courte que nécessaire.».

Art. 21. A l'article 98 du même décret, l'alinéa 2 est supprimé.

Art. 22. L'article 105 du même décret est remplacé par ce qui suit:

«Art. 105. Les comportements suivants peuvent faire l'objet d'une sanction disciplinaire:

1° l'atteinte intentionnelle à l'intégrité physique d'autrui ou la menace d'une telle atteinte;

2° l'atteinte intentionnelle à l'intégrité psychique d'autrui ou la menace d'une telle atteinte;

3° la dégradation ou la destruction intentionnelle de biens d'autrui;

4° le vol;

5° la conduite ou l'incitation à des actions collectives mettant sérieusement en péril la sécurité ou l'ordre dans le centre;

6° la possession d'un téléphone portable, d'une tablette tactile ou d'un ordinateur portable;

7° la possession, la consommation ou le trafic de substances interdites ou non autorisées par ou en vertu de la loi du présent décret;

8° la possession ou le trafic d'armes interdites ou non autorisées par ou en vertu de la loi;

9° la possession ou le trafic d'objets autres que ceux visés aux points 6° à 8° interdits ou non autorisés par ou en vertu de la loi ou du présent décret;

10° l'évasion;

11° les contacts interdits par décision judiciaire ou décision du directeur;

12° les injures répétées à l'égard d'autrui;

13° le non-respect des dispositions du règlement d'ordre intérieur;

14° le refus de respecter les injonctions du personnel du centre;

15° la présence non autorisée dans un lieu dont l'accès est interdit ou limité par le règlement d'ordre intérieur ou par le directeur;

16° le non-respect répété de la propreté des espaces de séjour individuels et des espaces communs;

17° le fait d'occasionner des nuisances sonores qui perturbent le bon déroulement de la vie en communauté.

Les comportements visés à l'article 105, 2° à 4°, et 9° à 16°, ne peuvent entraîner une procédure disciplinaire qu'à condition qu'une mesure éducative ait déjà été prononcée au préalable en réaction à ce comportement.»

Art. 23. A l'article 124, § 1^{er}, du même décret, les mots «et, moyennant autorisation préalable du jeune, à l'espace de séjour du jeune» sont insérés entre les mots «aux centres» «et ont le droit».

Art. 24. A l'article 149 du même décret, les modifications suivantes sont apportées:

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots «Pour ce qui concerne les missions visées à l'article 2 du présent décret,» sont insérés avant les mots «la loi de principes du 12 janvier 2005»;

2° à l'alinéa 2, les mots «Pour ce qui concerne les missions visées à l'article 2 du présent décret,» sont insérés avant les mots «l'arrêté royal du 21 mai 1965».

Art. 25. A l'article 153 du même décret, les mots «le 1^{er} janvier 2022» sont remplacés par les mots «à la date fixée par le Gouvernement».

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 14 octobre 2021.

Le Ministre-Président,

P.-Y. JEHOLET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, de la Fonction publique, de l'Egalité des chances et de la tutelle sur Wallonie-Bruxelles Enseignement,

F. DAERDEN

La Vice-Présidente et Ministre de l'Enfance, de la Santé, de la Culture, des Médias et des Droits des Femmes,

B. LINARD

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de la Promotion sociale, des Hôpitaux universitaires, de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de Justice, de la Jeunesse, des Sports et de la Promotion de Bruxelles,

V. GLATIGNY

La Ministre de l'Education,

C. DESIR

—
Note

Session 2021-2022

Documents du Parlement. – Projet de décret, n° 283-1. – Rapport de commission, n° 283-2 – Texte adopté en séance plénière, n°283-3

Compte rendu intégral. – Discussion et adoption. – Séance du 13 octobre 2021

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2021/33676]

14 OKTOBER 2021. — Decreet tot wijziging van het decreet van 18 januari 2018 houdende het wetboek van preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming en het decreet van 14 maart 2019 betreffende de opvang, in een "Centre communautaire" (Gemeenschappelijk centrum), van uithandengegeven jongeren

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

HOOFDSTUK 1. — *Bepalingen tot wijziging van het decreet van 18 januari 2018 houdende het wetboek van preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming*

Artikel 1. In artikel 2 van het decreet van 18 januari 2018 houdende het wetboek van preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming worden de punten 24°/1 en 28°/1 ingevoegd, als volgt:

"24°/1 orde: de toestand van eerbiediging van de gedragsregels die noodzakelijk zijn voor de totstandkoming of de handhaving van het gemeenschapsleven binnen de openbare instelling;

28°/1 veiligheid: interne veiligheid, opgevat als de staat van behoud van de fysieke integriteit van personen binnen de openbare instelling en de afwezigheid van gevaar voor beschadiging, vernietiging of onrechtmatige verwijdering van roerende of onroerende goederen, en externe veiligheid, opgevat als de staat van bescherming van de samenleving door de instandhouding van jongeren in de openbare instelling en de voorkoming van strafbare feiten die van binnenuit de openbare instelling zouden kunnen worden gepleegd."

Art. 2. In boek V, titel II, hoofdstuk 3, van hetzelfde decreet wordt een afdeling 2/1, met als opschrift "Mededeling van beslissingen" ingevoegd.

Art. 3. In afdeling 2/1, ingevoegd bij artikel 2, wordt een artikel 64/1 ingevoegd, luidend als volgt:

"Artikel 64/1. Beslissingen die krachtens dit decreet ten aanzien van de jongere worden genomen en die betrekking hebben op sancties en ordemaatregelen of veiligheidsmaatregelen waaraan hij is onderworpen, worden hem onverwijld mondeling en schriftelijk in een toegankelijke taal meegedeeld.

Indien de jongere de Franse taal niet machtig is, worden alle redelijke middelen aangewend om hem in staat te stellen de beslissing en de motivering ervan te begrijpen.

De in lid 1 bedoelde beslissingen worden ook onverwijld meegedeeld aan de personen die het ouderlijk gezag over de jongere uitoefenen en aan zijn advocaat.

Informatie over ziekte, letsel of overlijden van de jongere wordt, met instemming van de jongere, onverwijld meegedeeld aan de personen die het ouderlijk gezag over hem uitoefenen en aan zijn advocaat.

Art. 4. In boek V, titel 2, hoofdstuk 3, afdeling 4, van hetzelfde decreet wordt een artikel 67/1 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 67/1. Indien de handhaving van de orde of de veiligheid in gevaar komt, kan de directeur van de openbare instelling een bezoeker de toegang verbieden, doch slechts voor het volgende geplande bezoek, of de voortdurende aanwezigheid van een personeelslid verplicht stellen in de ruimte waar het bezoek plaatsvindt. De directeur neemt een met redenen omkleed besluit dat hij volgens de procedures van artikel 64/1 mededeelt."

Art. 5. In Boek V, Titel 2, Hoofdstuk 3 van hetzelfde decreet wordt een afdeling 5/1 ingevoegd, met als opschrift "Rechtstreekse dwangmaatregelen".

Art. 6. In afdeling 5/1, ingevoegd bij artikel 5, wordt een artikel 68/1 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 68/1. Onder rechtstreekse dwang wordt verstaan het gebruik van fysieke dwang op een persoon zonder gebruik te maken van materiële of mechanische hulpmiddelen of instrumenten die de bewegingsvrijheid beperken.

Rechtstreekse dwang mag alleen in uiterste noodzaak op de jongere worden toegepast, als laatste redmiddel, bij zelfverdediging, in geval van poging tot ontsnapping of fysiek verzet tegen een wettig bevel, in geval van onmiddellijk gevaar voor zelfbeschadiging, schade aan anderen of aanzienlijke materiële schade.

De intensiteit van de kracht moet tot het noodzakelijke minimum worden beperkt en het dwangmiddel moet zo kort als nodig worden gebruikt.

In afwachting van het optreden van de politie kan onder dezelfde voorwaarden rechtstreekse dwang worden toegepast op andere personen dan jongeren, wanneer zij trachten uit te breken uit een openbare instelling, deze illegaal betreden of er verblijven zonder toestemming.

Art. 7. In afdeling 5/1, ingevoegd bij artikel 5, wordt een artikel 68/2 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 68/2. Er moet worden gedreigd met rechtstreekse dwang alvorens daartoe wordt overgegaan, behalve wanneer de omstandigheden zulks niet toelaten of wanneer een eerdere dreiging het gebruik van rechtstreekse dwang ondoeltreffend zou maken.

Art. 8. In afdeling 5/1, ingevoegd bij artikel 5, wordt een artikel 68/3 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 68/3. Om ervoor te zorgen dat het gebruik van deze maatregel wordt gecontroleerd en dat de rechten van de jongeren worden geëerbiedigd, worden maatregelen met rechtstreekse dwang geregistreerd in een speciaal register, waarin voor elke maatregel worden vermeld: de identiteit van de jongere, de aard van de maatregel, de omstandigheden die tot het nemen van de maatregel hebben geleid en de redenen daarvoor, het eerdere gebruik van de dreiging en de omstandigheden die dit hebben verhinderd, de namen van de personeelsleden die bij de uitvoering van de maatregel betrokken waren, en de datum en het tijdstip van het begin en het einde van de maatregel.

Dit register kan te allen tijde worden geraadpleegd door:

1° de minister;

2° de bevoegde administratie;

3° de algemeen afgevaardigde voor de rechten van het kind;

4° de leden van de commissie van toezicht bedoeld in artikel 73;

5° de jongere, voor de informatie over hem of haar;

6 de advocaat van de jongere, voor de informatie over de jongere.

Het Ministerie van de Franse Gemeenschap is belast met de verwerking van het register.

De persoonsgegevens in dit register worden bewaard tot 31 januari van het jaar dat volgt op het jaar waarin de jongere definitief wordt ontslagen.

Elk jaar zendt de directeur van de openbare instelling uiterlijk op 31 januari aan de bevoegde administratie een verslag over de in het voorgaande jaar genomen maatregelen inzake rechtstreekse dwang. Het verslag vermeldt onder meer het aantal maatregelen, de aard, de duur en de redenen ervan, alsmede het aantal betrokken jongeren. Het verslag bevat geen gegevens die de identificatie van de betrokken jongeren mogelijk maken.

Art. 9. In artikel 69 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in de eerste paragraaf, derde lid, worden de woorden "van één uur" vervangen door de woorden "van drie uur en voor zover de maatregel van minder dan drie uur uitsluitend om pedagogische redenen gerechtvaardigd is en geen verkapte sanctie vormt.";

2° een paragraaf 2/1 wordt ingevoegd als volgt:

"§ 2/1. In afwijking van paragraaf 1, waarin wordt bepaald dat de directeur de afzonderingsmaatregel neemt, kan in laatste instantie een afzonderingsmaatregel worden genomen door een personeelslid dat een dreigende of daadwerkelijke inbreuk op de orde of veiligheid constateert en van oordeel is dat onmiddellijk moet worden opgetreden om de orde of veiligheid te handhaven.

De afzonderingsmaatregel wordt uiterlijk drie uur na het begin ervan door de directeur bevestigd.";

3° In paragraaf 4 wordt het derde lid vervangen door de volgende tekst:

"Wanneer de jongere aan een maatregel tot afzondering is onderworpen omdat hij zijn fysieke veiligheid in gevaar heeft gebracht, wordt hij zo spoedig mogelijk en uiterlijk binnen 24 uur na het begin van de maatregel bezocht door een arts of, indien deze afwezig is, door een gediplomeerd verpleegkundige die onder verantwoordelijkheid van een arts optreedt. Na het bezoek van een gediplomeerd verpleegster wordt de jongere zo spoedig mogelijk door een arts bezocht.";

4° de volgende zin wordt toegevoegd aan het eerste lid van paragraaf 5:

"Een lid van het pedagogisch team bezoekt de jongere ten minste om de twee uur tussen 8 uur en 22 uur en voert individuele gesprekken en pedagogische activiteiten met hem, met inbegrip van, in voorkomend geval, individuele activiteiten onder toezicht binnen de openbare instelling.";

5° Een paragraaf 6 wordt ingevoegd als volgt:

"Tijdens de afzonderingsmaatregel in een bepaalde kamer mag de jongere niet in het bezit zijn van voorwerpen die zijn eigen veiligheid of die van anderen in gevaar kunnen brengen.

Hij moet fatsoenlijke en niet-stigmatiserende kleding krijgen.".

Art. 10. In artikel 76, § 1, van hetzelfde decreet worden de woorden "en, mits voorafgaande toestemming van de jongere, naar de kamer van de jongere" ingevoegd tussen de woorden "naar openbare instellingen" en "en het recht hebben".

Art. 11. In artikel 101 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1, punt 3°, worden de woorden "krachtens artikel 120, eerste lid, 1°, 3° en 4°" vervangen door "krachtens artikel 120, eerste lid, 1°, 2°, 3° en 4°";

2° in paragraaf 1 wordt een punt 5/1° ingevoegd dat luidt als volgt:

"5/1° de jongere onderwerpen aan een ambulante onderzoek en een beoordeling van de situatie en het profiel van de jongere met het oog op het informeren van de jeugdrechter over de mogelijkheden om de jongere in zijn leefomgeving te handhaven";

3° paragraaf 4 wordt vervangen door wat volgt:

"§ 4. Indien de jongere die voor een strafbaar feit wordt vervolgd, ten tijde van het plegen van het feit jonger is dan twaalf jaar, verwijst de jeugdrechterbank de zaak naar het openbaar ministerie, die de individuele situatie kan melden aan de raadsman of aan de directeur indien de zaak reeds naar hem is verwezen op grond van artikel 53, paragraaf 1.".

Art. 12. Artikel 184, 26°, van hetzelfde decreet wordt ingetrokken.

Art. 13. In hetzelfde decreet wordt een artikel 184/1 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 184/1. In artikel 60 van de wet van 8 april 1965 worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid worden de woorden "of op verzoek van de bevoegde autoriteiten bedoeld in artikel 37, § 2, eerste lid, 7° tot en met 11°, en "of personen die de voogdij over de betrokkene hebben, alleen ten aanzien van de betrokkene zelf" geschrapt

2° in het tweede lid worden de woorden "voogden of personen die het gezag hebben over de betrokkene, alsmede over de betrokkene op wie de maatregel betrekking heeft" geschrapt

3° Het derde lid wordt opgeheven, met uitzondering van de zinsnede "De griffie zendt onverwijld een afschrift van het verzoek aan het openbaar ministerie";

4° in het vierde lid wordt de eerste zin die begint met de woorden "Elke bedoelde maatregel" en eindigt met de woorden "die definitief is geworden" opgeheven;

5° in paragraaf 5 wordt de eerste zin, die begint met de woorden "De betrokken maatregel" en eindigt met de woorden "die definitief is geworden", opgeheven;

6° lid 6 wordt opgeheven.

HOOFDSTUK 2. — *Bepalingen tot wijziging van het decreet van 14 maart 2019 betreffende de opvang, in een "Centre communautaire" (Gemeenschappelijk centrum), van uithandengegeven jongeren*

Art. 14. In artikel 1, 10°, van het decreet van 14 maart 2019 betreffende de opvang, in een "Centre communautaire" (Gemeenschappelijk centrum), van uithandengegeven jongeren, worden de woorden "een humaan sociaal klimaat" vervangen door de woorden "gemeenschapsleven".

Art. 15. In artikel 14 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid worden de woorden "die betrekking hebben op zijn overplaatsing, zijn invrijheidstelling, de tuchtmaatregelen en de veiligheidsmaatregelen waaraan hij is onderworpen, hem onverwijld worden medegedeeld" ingevoegd tussen de woorden "decreet" en "mondeling";

2° aan artikel 14 wordt een lid toegevoegd, luidend als volgt:

"Informatie betreffende ziekte of letsel van de jongere wordt, met instemming van de jongere, onverwijld meegedeeld aan de personen die het ouderlijk gezag over hem uitoefenen en aan zijn advocaat.

Art. 16. In artikel 38 van hetzelfde decreet wordt het woord "wekelijks" geschrapt.

Art. 17. In artikel 88 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in lid 3 van het decreet worden de woorden "van één uur" vervangen door de woorden "van drie uur en op voorwaarde dat de maatregel van minder dan drie uur gerechtvaardigd is door pedagogische redenen en geen verkapte tuchtmaatregel vormt";

2° lid 4 wordt opgeheven.

Art. 18. Artikel 92 van hetzelfde decreet wordt vervangen door de volgende tekst:

"Art. 92. Wanneer een jongere aan een afzonderingsmaatregel is onderworpen omdat hij zijn fysieke veiligheid in gevaar heeft gebracht, wordt hij zo spoedig mogelijk en uiterlijk binnen vierentwintig uur na het begin van de maatregel bezocht door een arts of, indien deze afwezig is, door een gediplomeerd verpleegkundige die onder verantwoordelijkheid van een arts optreedt. Na het bezoek van een gediplomeerd verpleegster wordt de jongere zo spoedig mogelijk door een arts bezocht."

Art. 19. In hetzelfde decreet wordt een artikel 95/1 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 95/1. Tijdens de afzonderingsmaatregel bezoekt een lid van het pedagogisch team de jongere tussen 8 uur en 22 uur ten minste om de twee uur en voert met hem individuele gesprekken en pedagogische activiteiten uit, waaronder, indien nodig, individuele activiteiten onder toezicht binnen het centrum."

Art. 20. In artikel 97 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid worden de woorden "met of" geschrapt;

2° in het tweede lid worden de woorden "wanneer dit absoluut noodzakelijk is voor de handhaving van de orde of de veiligheid en alleen gedurende de daartoe strikt noodzakelijke tijd" vervangen door de woorden "wanneer dit absoluut noodzakelijk is, als laatste redmiddel, in geval van zelfverdediging, poging tot ontsnapping of fysiek verzet tegen een wettig bevel, in geval van een onmiddellijk gevaar voor zelfbeschadiging, schade aan anderen of aanzienlijke materiële schade;

3° tussen het tweede en derde lid wordt een lid ingevoegd dat luidt als volgt:

"De intensiteit van de kracht moet overeenkomen met het noodzakelijke minimum en de dwang moet zo kort als nodig worden uitgeoefend."

Art. 21. In artikel 98 van hetzelfde decreet wordt lid 2 geschrapt.

Art. 22. Artikel 105 van hetzelfde decreet wordt vervangen door de volgende tekst:

"Art. 105. De volgende gedragingen kunnen aan een tuchtmaatregel worden onderworpen:

1° het opzettelijk toebrengen van schade aan de lichamelijke integriteit van anderen of de dreiging van een dergelijke schade;

2° het opzettelijk schaden van de geestelijke integriteit van anderen of het dreigen daarmee;

3° het opzettelijk beschadigen of vernielen van andermans eigendom;

4° diefstal;

5° het voeren van of het aanzetten tot collectieve acties die de veiligheid of de orde in het centrum ernstig in gevaar brengen;

6° het bezit van een mobiele telefoon, een touchpad of een laptop;

7° het voorhanden hebben, verbruiken of verhandelen van bij of krachtens de wet of dit decreet verboden of niet toegelaten stoffen;

8° het voorhanden hebben of verhandelen van bij of krachtens de wet verboden of niet toegelaten wapens;

9° het voorhanden hebben of verhandelen van andere dan de in de punten 6° tot en met 8° bedoelde voorwerpen die bij of krachtens de wet of dit decreet verboden of niet toegestaan zijn;

10° ontsnapping;

11° contacten die verboden zijn bij rechterlijke uitspraak of beslissing van de directeur;

12° herhaaldelijk beledigen van anderen;

13° het niet naleven van de bepalingen van het huishoudelijk reglement;

14° de weigering om de bevelen van het personeel van het centrum op te volgen;

15° ongeoorloofde aanwezigheid op een plaats waartoe de toegang verboden of beperkt is door het huishoudelijk reglement of door de directeur;

16° herhaaldelijk niet schoonhouden van individuele woonruimten en gemeenschappelijke ruimten;

17° geluidsoverlast veroorzaken die het goede verloop van het gemeenschapsleven verstoort.

De gedragingen bedoeld in artikel 105, 2° tot 4°, en 9° tot 16°, kunnen slechts aanleiding geven tot een tuchtprocedure indien naar aanleiding van die gedragingen reeds een opvoedkundige maatregel is uitgesproken.”

Art. 23. In artikel 124, § 1, van hetzelfde decreet worden de woorden “en, met voorafgaande toestemming van de jongere, tot de leefruimte van de jongere” ingevoegd tussen de woorden “tot de centra” en “en het recht hebben”.

Art. 24. In artikel 149 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1 worden de woorden “Wat betreft de opdrachten bedoeld in artikel 2 van dit decreet,” ingevoegd voor de woorden “de beginselenwet van 12 januari 2005”;

2° in paragraaf 2 worden de woorden “Wat betreft de opdrachten bedoeld in artikel 2 van dit decreet,” ingevoegd voor de woorden “het koninklijk besluit van 21 mei 1965”.

Art. 25. In artikel 153 van hetzelfde decreet worden de woorden “op 1 januari 2022” vervangen door de woorden “op de door de regering vastgestelde datum”.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 14 oktober 2021.

De Minister-President,

P.-Y. JEHOLET

De Vice-President en Minister van Begroting, Ambtenarenzaken, Gelijke kansen en het toezicht
op *Wallonie-Bruxelles Enseignement*,

Fr. DAERDEN

De Vice-Présidente en Minister van Kind, Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten,

B. LINARD

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie, Universitaire ziekenhuizen, Hulpverlening aan de jeugd, Justitiehuisen, Jeugd, Sport en de Promotie van Brussel,

V. GLATIGNY

De Minister van Onderwijs,

C. DESIR

—
Nota

Zitting 2021-2022

Stukken van het Parlement.- Ontwerp van decreet, nr. 283-1. – Commissieverslag, nr. 283-2. - Tekst aangenomen tijdens de plenaire vergadering, nr.283-3

Integraal verslag. - Bespreking en aanneming. - Vergadering van 13 oktober 2021

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2021/43182]

28 OCTOBRE 2021. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'article 13 de l'arrêté royal du 27 avril 1998 fixant les normes auxquelles une fonction « soins urgents spécialisés » doit répondre pour être agréée

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi coordonnée du 10 juillet 2008 sur les hôpitaux et autres établissements de soins, article 66 ;

Vu l'arrêté royal du 27 avril 1998 rendant certaines dispositions de la loi sur les hôpitaux, coordonnée le 7 août 1987, applicables à la fonction « soins urgents spécialisés », article 3 ;

Vu le test genre du 11 février 2021 établi en application de l'article 4, alinéa 2, 1°, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 16 février 2021 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 4 mars 2021 ;

Vu la demande adressée le 15 mars 2021 à l'organe de concertation intra-francophone en application des articles 12 et 13 de l'accord de coopération-cadre du 27 février 2014 entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française relatif à la concertation intra-francophone en matière de santé et d'aide aux personnes et aux principes communs applicables en ces matières ;

Vu le rapport de l'assemblée générale de la Cour des Comptes, remis le 26 juillet 2021

Vu l'avis n° 70/198 du Conseil d'Etat, donné le 11 octobre 2021, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur la proposition de la Ministre des Hôpitaux universitaires ;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. A l'article 13 de l'arrêté royal du 27 avril 1998 fixant les normes auxquelles une fonction « soins urgents spécialisés » doit répondre pour être agréée, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 2, les mots « Jusqu'au 31 décembre 2020 » sont remplacés par les mots « Jusqu'au 31 décembre 2024 » ;

2° au paragraphe 3, les mots « Jusqu'au 31 décembre 2020 » sont remplacés par les mots « Jusqu'au 31 décembre 2024 ».